

Prévention des chutes dans le bâtiment: aperçu des aspects juridiques
Canton FR
1. Prescriptions applicables à tous les bâtiments

Bases légales (état au 1.1.2020)	Normes citées dans la législation	Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisés
<p>Réglementation générale de sécurité selon le droit de la police des constructions (pour toutes les constructions au niveau cantonal)</p> <ul style="list-style-type: none"> Art. 128 <u>Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC)</u>: Al. 1: Les constructions et installations doivent être édifiées de façon appropriée par rapport à leur but, de sorte que les personnes, les animaux et les choses ne soient pas mis en danger. Al. 2: Les constructions et installations doivent satisfaire durablement aux exigences en matière de sécurité et de protection de la santé. Art. 52 <u>Règlement d'exécution de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (ReLATEC)</u> : Al. 1: Les objets soumis à l'obligation de permis sont régis par les dispositions du présent règlement en matière de construction. Al. 2: Pour le surplus, il est renvoyé aux normes techniques d'organismes spécialisés tels que: <ul style="list-style-type: none"> a) la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA); b) l'Association suisse de normalisation (SNV); c) l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA); d) l'Union suisse des professionnels de la route (VSS). <p>D'une manière générale, ces normes ont pour objectif préventif de garantir la construction de bâtiments "sûrs".</p>	<p>Les normes techniques doivent être respectées en raison de la technique de renvoi. (méthode de la clause générale, pouvoir d'appréciation).</p>	<p>À défaut de normes ou si celles-ci sont lacunaires, les recommandations d'organismes spécialisés peuvent devenir pertinentes.</p>
<p>Balustrades et garde-corps (en particulier selon le droit de la police des constructions)</p> <ul style="list-style-type: none"> Art.67 al. 2 ReLATEC: Des ouvertures donnant sur le vide telles que portes-fenêtres, balcons, escaliers, terrasses doivent être pourvues d'un garde-corps, conformément aux normes techniques applicables. 	<p>Normes techniques d'application générale (actuellement SIA 358, édition 2010)</p>	<p>En cas de lacunes, les recommandations d'organismes spécialisés (autres) peuvent (aussi) devenir pertinentes.</p>

Bases légales (état au 1.1.2020)		Normes citées dans la législation	Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisés
Escaliers (en particulier selon le droit sur la police sanitaire)	Art. 67 al. 1 ReLATeC: Les escaliers doivent être conçus conformément aux normes techniques applicables.	Normes techniques d'application générale (actuellement SIA 358, édition 2010)	En cas de lacunes, les recommandations d'organismes spécialisés (autres) peuvent (aussi) devenir pertinentes.
	• Art. 67 al. 2 ReLATeC: Des ouvertures donnant sur le vide telles que portes-fenêtres, balcons, escaliers, terrasses doivent être pourvues d'un garde-corps, conformément aux normes techniques applicables.		
Eclairage (en particulier selon le droit sur la police sanitaire)	Art. 71 ReLATeC:	Aucune norme	Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées.
	Al. 1: Dans les habitations, les pièces de séjour et les chambres doivent bénéficier d'un ensoleillement suffisant.		
	Al. 2: Dans les locaux d'habitation, la surface d'éclairage des fenêtres ne peut être inférieure à un dixième de la surface de la pièce et doit être au minimum de 1 m ² .		
	Al. 3: Si l'aspect architectural ou les contraintes de l'état existant l'imposent, des exceptions aux alinéas 1 et 2 peuvent être admises.		

2. Prescriptions supplémentaires applicables aux constructions sans obstacles

Sans obstacle de manière générale (pour tous les composants)	Art. 129 al. 1 LATeC: En cas de construction ou de rénovation des bâtiments mentionnés ci-après, il doit être démontré que l'accès des personnes handicapées à ces ouvrages et aux prestations qui y sont fournies est possible sans difficulté:	Actuellement SN 521 500:	À défaut de normes ou si celles-ci sont lacunaires, les recommandations d'organismes spécialisés peuvent devenir pertinentes.
	a) bâtiments ou installations accessibles au public;	• Eclairage: Chap. 4 Orientation, éclairage	
	b) bâtiments d'habitations collectives comptant au moins huit logements;	• Sols: Annexe B.1 Conformité des revêtements de sols, praticabilité et propriétés antidérapantes	
	c) bâtiments d'habitations collectives comptant au moins six logements dès trois niveaux habitables;	• Escaliers, marches: Chap. 3.6.3. Perceptibilité, marquage, Chap. 3.6.4. Mains courantes	
	d) bâtiments importants destinés au travail.	• Barrières et garde-corps: Chap. 3.4.5 Barrières	

Bases légales (état au 1.1.2020)		Normes citées dans la législation	Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisés
Sans obstacle de manière générale (pour tous les composants)	<ul style="list-style-type: none"> Art. 129 al. 2 LATeC: Les logements dans les bâtiments destinés à l'habitation collective comptant au moins huit unités de logement ou au moins six unités de logement dès trois niveaux habitables doivent être conçus conformément aux principes des logements sans barrière et adaptables. Art. 74 ReLATeC: Les ouvrages soumis à l'article 129 LATeC doivent être conçus selon les normes techniques applicables en matière de construction adaptée aux besoins des personnes handicapées. <u>Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand)</u> <u>Ordonnance sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (OHand)</u> 	<ul style="list-style-type: none"> Locaux sanitaires: SIA 500 (Chap. 10.2. WC, salle de bains, douches) 	
3. Prescriptions supplémentaires applicables aux bâtiments à usage spécifique			
Bâtiments pour personnes âgées construits avec des fonds de promotion du logement	<ul style="list-style-type: none"> Art. 5 lit. c <u>Loi fédérale encourageant le logement à loyer ou à prix modérés (LOG)</u> : Les mesures d'encouragement sont régies par les principes suivants: c) le logement et son environnement immédiat doivent être adaptés aux besoins des familles, des enfants, des jeunes et des personnes âgées ou handicapées. <u>Conception de bâtiments d'habitation adaptés aux personnes âgées (Aide-mémoire OFL, juillet 2013).</u> 	Le législateur ne prévoit pas explicitement de norme. L'aide-mémoire OFL se réfère cependant de manière générale à la norme SIA 500 (chap. 9 et 10) ainsi qu'à la norme SN/EN 12464-1 pour la composante éclairage.	À défaut de normes ou si celles-ci sont lacunaires, les recommandations d'organismes spécialisés (comme les mentions explicites dans l'aide-mémoire OFL par ex.) peuvent devenir pertinentes.
Etablissements médico-sociaux	<ul style="list-style-type: none"> Art. 100 al. 1 <u>Loi cantonale sur la santé (LSan)</u>: Afin de protéger la santé des patients et patientes et de la population et de garantir des soins appropriés de qualité, la création, l'extension, la transformation et l'exploitation de toute institution de santé sont soumises à autorisation. Art. 100 al. 2 lit. d LSan: L'autorisation d'exploitation est délivrée par la Direction à une institution lorsque, compte tenu de sa mission elle dispose des locaux et de l'équipement nécessaires répondant aux exigences d'hygiène et de sécurité des patients et patientes. <u>Document cantonal de référence pour l'évaluation des établissements offrant des prestations médico-sociales résidentielles aux personnes âgées dans le cadre du renouvellement de l'autorisation d'exploiter (Formulaire de visite d'inspection, Fribourg, Janvier 2019)</u> 	Aucune norme, se référer à la réglementation générale.	Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées citées dans les bases légales et recommandations étatiques.
Crèches, jardins d'enfants et écoles	<p>Bâtiments sûrs pour l'école obligatoire:</p> <ul style="list-style-type: none"> Art. 41 al. 3 <u>Loi cantonale sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS)</u>: Les communes s'assurent que les locaux et installations scolaires soient entretenus, adaptés aux élèves et conformes aux normes usuelles de sécurité, d'hygiène et d'ergonomie. 	Aucune norme, se référer à la réglementation générale.	Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées citées dans les bases légales

Bases légales (état au 1.1.2020)		Normes citées dans la législation	Pertinence juridique de recommandations faites par des organismes spécialisés
Crèches, jardins d'enfants et écoles	Bâtiments sûrs pour les structures d'accueil collectif/crèches:		et recommandations étatiques.
	<ul style="list-style-type: none"> Art. 15 al. 1 lit. d Ordonnance sur le placement d'enfants (OPE): L'autorisation ne peut être délivrée que si les installations satisfont aux exigences de l'hygiène et de la protection contre l'incendie. Directives du 1^{er} mai 2017 sur les structures d'accueil préscolaire, Direction de la santé et des affaires sociales DSAS 		
Bâtiments avec postes de travail	<ul style="list-style-type: none"> Ordonnance 3 relative à la loi sur le travail (OLT3) : <ul style="list-style-type: none"> Art. 14 Sols Art. 15 Eclairage Ordonnance 4 relative à la loi sur le travail (OLT4) : <ul style="list-style-type: none"> Art. 9 Escaliers, couloirs Art. 12 Garde-corps, balustrades Commentaire des ordonnances 3 et 4 du SECO 	<p>Le législateur ne prévoit pas explicitement de norme. Le commentaire du SECO se réfère cependant de manière générale à différentes normes, par ex.</p> <ul style="list-style-type: none"> Eclairage: SN/EN 12464-1 Revêtements de sols DIN 51130 et DIN 51097 	Par la concrétisation de notions juridiques indéterminées ou en cas d'incertitudes au niveau des commentaires du SECO.

Pour des explications plus détaillées, veuillez vous référer à la documentation technique du BPA réf. 2.034 « Prévention des chutes dans le bâtiment: aspects juridiques » (bfu.ch > Commander et télécharger > 2.034).